

AFRIQUE

RWANDA | ROYAUME-UNI | ESPAGNE | PAUL KAGAME

Publié le 23-06-2015 • Modifié le 23-06-2015 à 20:30

Le chef des services de renseignement rwandais arrêté à Londres

Par RFI (/auteur/rfi/)



Le colonel Karenzi Karake, ici en 2001 à Pweto dans le sud-est du Rwanda.

AFP PHOTO/MONUC

Emmanuel Karenzi Karake, chef des services de renseignement du Rwanda, a été arrêté à Londres samedi par la police britannique en vertu d'un mandat d'arrêt européen émis par l'Espagne. Il a été inculpé en 2008 dans le cadre d'une information judiciaire ouverte pour génocide et crimes contre l'humanité. Il est accusé de nombreux crimes commis au Rwanda et en RDC pendant et après 1994, notamment l'assassinat de trois membres espagnols d'une association humanitaire.

Cette arrestation intervient sept années après l'émission de mandats d'arrêt internationaux par un juge espagnol, et dix ans après le début des enquêtes en Espagne visant le chef des services de renseignement rwandais.

Le Foreign Office britannique a confirmé à RFI en début de soirée que Karake avait été arrêté samedi par la police métropolitaine, Les cookies assurent le bon fonctionnement de nos services. En utilisant ces derniers, vous acceptez l'utilisation des cookies. **En savoir plus** t des nombreux intérêts partagés par le Rwanda et la Grande-Bretagne.

D'après l'avocat des parties plaignantes en Espagne, les services d'Interpol en Grande-Bretagne se sont tournés vers Interpol Espagne pour vérifier que les mandats d'arrêt internationaux étaient toujours actifs, ce que leur a confirmé le juge espagnol.

Accusations

Maître Jordi Palou Loverdos espère désormais que Londres acceptera d'extrader Emmanuel Karenzi Karake pour qu'il soit jugé en Espagne. *« Il a été le chef des services renseignements militaires parallèles et secrets en 1994 et 1997. Ça coïncide avec beaucoup de tueries dans le pays pendant le génocide, mais surtout après le génocide et pas seulement au Rwanda, mais aussi au Congo [RDC, NDLR], souligne-t-il. Et pas seulement contre des personnes (espagnoles, rwandaises, hutues et congolaises), mais aussi des pillages systématiques dans l'est du Congo qui d'une façon ou d'une autre avait financé la guerre. »*

Il est par ailleurs soupçonné d'avoir commandité le meurtre de trois humanitaires espagnols de l'ONG Medicos del Mundo. Son nom est aussi cité dans plusieurs autres affaires. En 2007 par exemple, Human Rights Watch demande à l'ONU l'ouverture d'une enquête sur son rôle présumé dans des massacres de civils, qui auraient été commis par l'armée rwandaise en 2000 à Kisangani, dans l'est de la RDC.

Il n'est pas impossible qu'Emmanuel Karenzi Karake soit de nouveau au cœur d'une brouille diplomatique. Il avait été commandant adjoint de la Minuad, la force hybride de l'Union africaine et de l'ONU au Soudan de janvier 2008 à avril 2009. Kagame s'était résigné à ce qu'il quitte son poste sous la pression de l'ONU, justement car son nom figurait sur une liste de quarante personnalités visées par la justice espagnole pour avoir commandité des massacres et des assassinats.

Kigali demande une « explication »

Le Rwanda a officiellement demandé une « *explication* » au gouvernement du Royaume-Uni sur les raisons de l'arrestation du général Karenzi Karake, alors que ce dernier allait s'embarquer dans un avion pour Kigali à l'aéroport de Londres. Cité par le quotidien rwandais *New Times*, le ministre rwandais de la Justice, Johnson Busingye, a expliqué que le chef des services de renseignements avait été présenté à un tribunal dimanche pour une audience d'identification et a été informé qu'il comparaitrait à nouveau jeudi.

Il a ajouté que le gouvernement rwandais serait « *surpris* » si le général avait été arrêté dans le cadre de la procédure judiciaire espagnole, laquelle selon lui ne répond pas aux critères requis par Interpol et « *dont la légitimité aurait été sérieusement mise en doute par la justice espagnole* », concluant enfin que si c'était le cas, la procédure serait contestée devant les tribunaux. Cette arrestation est « *inacceptable* » et relève de la « *folie de pro-génocidaires* », a réagi ce mardi la ministre rwandaise des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo.

Une figure-clé de l'appareil sécuritaire rwandais

Agé de 54 ans, le général Emmanuel Karenzi Karake, dit « *KK* », est issu, comme le président Kagame, de la diaspora qui était en Ouganda. Il a fait partie des chefs militaires de la rébellion du FPR avant qu'elle ne prenne le pouvoir en 1994.

Il a ensuite toujours occupé des postes importants et avait été choisi de janvier 2008 à avril 2009 pour être numéro deux de la Minuad, la force hybride de l'Union africaine et de l'ONU, déployée au Darfour. C'est à cette période que le mandat d'arrêt espagnol a été émis provoquant des tensions entre le Rwanda et l'ONU.

Réputé pour son franc-parler, Emmanuel Karenzi Karake est brièvement tombé en disgrâce en avril 2010 et mis en résidence surveillée pour « *mauvaise conduite* » avant d'être libéré en novembre de la même année après avoir « *demandé pardon* ». Retour définitif en grâce en juillet 2011, lorsqu'il prend la tête des renseignements rwandais.



Les familles depuis de nombreuses années travaillent pour savoir qui est responsable de la mort violente de leur frère, fils, sœur...

Jordi Palou Loverdos
Avocat des familles des victimes
23/06/2015 - par Nicolas Champeaux

Écouter

CHRONOLOGIE ET CHIFFRES CLÉS



(/pays/royaume-uni-chronologie-dates-geographie-demographie-economie-chiffres/)

(/pays/rwanda-chronologie-dates-carte-geographie-demographie-economie-chiffres/)

BA - Rwanda, 20 ans après : portraits du changement - Webdo

